

Motion votée par l'AG de l'UFR Langues et communication de l'université de Bourgogne
(10 décembre 2009)

L'UFR Langues et Communication exprime sa consternation face aux propositions gouvernementales du 27 octobre 2009 concernant la mastérisation.

Tout d'abord le calendrier proposé rend impossible toute organisation des années de master : comment concilier, en M1 mais surtout en M2, contenus pédagogiques et exigences de recherche ? Comment peut-on exiger des agrégatifs qu'en plus d'une préparation intensive aux concours, ils se consacrent à un travail de recherche qui requiert des méthodes de travail différentes ? Comment organiser de manière rationnelle une année où il faudra placer examens du premier semestre de master, épreuves d'admissibilité, épreuves d'admission, stages (qui, selon le document ministériel, ne sont pas définis clairement et pas rémunérés en M1), travail de recherche, mémoire, séjour linguistique ?

Si l'on applique les propositions des deux Ministères, il deviendra du reste impossible aux étudiants de master 1 de profiter de cette année pour aller faire un long séjour à l'étranger indispensable pour parfaire leur niveau linguistique, comme ils le faisaient majoritairement jusqu'à présent.

De plus, la disparition d'un programme défini pour le concours du CAPES ne pourra pas permettre une préparation sérieuse : adosser le concours aux thèmes trop larges des manuels du secondaire risque d'engendrer une préparation trop généraliste, peu propice à former des esprits critiques et à développer une réflexion approfondie.

La nature même des nouvelles épreuves, qui ne tient pas compte de la spécificité de l'enseignement des langues, ne permet pas non plus une évaluation correcte des capacités en langue étrangère et en français des futurs enseignants.

Quant à laisser entendre qu'un étudiant qui échouera en septembre aux concours de PE pourra présenter le CAPES en décembre et, s'il échoue, se rabattre sur l'agrégation en mars ou avril, cela relève d'une méconnaissance profonde du métier d'enseignant : c'est une négation insultante de la spécificité pédagogique et disciplinaire de chacun des niveaux.

De toute évidence, il s'agit pour les deux Ministères de former des enseignants à moindre coût et de mettre fin à un enseignement public de qualité.

L'UFR Langues et Communication exige qu'une véritable formation des enseignants soit mise en

ouvre, en collaboration étroite avec les différents acteurs de l'enseignement. Elle demande le soutien du CA afin que le gouvernement revienne sur ses propositions incohérentes et inapplicables.